



Au lendemain de la tenue, ce 16 octobre, du “Grand dialogue régional du Sud”, la plupart des Camerounais trouvent cette initiative opportuniste et dangereuse, car portant les germes du repli identitaire.

La première session de la Rencontre fraternelle du Sud (Refras) s’est tenue samedi à l’hôtel Bengo d’Ebolowa.

Elle était placée sous les auspices du ministre d’État, ministre de l’Enseignement supérieur (Minesup), Jacques Fame Ndongo, par ailleurs modérateur des travaux.

Les participants étaient appelés à dissenter sur le retard de la région quant au développement des infrastructures de développement, parmi lesquelles figurent l’eau, l’électricité, les routes ou encore les technologies de l’information et de la communication (Tic). Également au cœur des préoccupations, les difficultés d’accès des jeunes aux élites, la faiblesse des structures d’«entrepreneurship» et les problèmes d’emploi auxquels les jeunes sont confrontés.

Pour cette session inaugurale, les organisateurs ont mobilisé une bonne brochette de dirigeants du pays à l’instar des ministres des Finances, des Forêts et de la Faune, des Travaux publics, des Postes et Télécommunications; de l’Eau et de l’Energie, Louis Paul Motaze, Jules Doret Ndongo, Emmanuel Nganou Djoumessi, Minette Libom Li Likeng et Gaston Eloundou Essomba,

respectivement. A leurs côtés, trônait le directeur général du Fonds national de l'emploi, Camille Moute A Bidias.

Selon le communiqué final des travaux, il est question de la mise en place d'un comité de suivi des résolutions. Il aura en charge l'élaboration d'une matrice d'actions de développement à mettre à court et à moyen termes pour permettre au Sud «de rattraper les autres régions dans les domaines où elle est en retard». Le Refras est donc appelé à devenir une instance pérenne, «avec une périodicité annuelle».

Malaise national.

Et voici qui crée-un grand malaise à travers la République. Le débat fait rage sur les réseaux sociaux, d'aucuns se demandant à quoi sert le nouveau concept de la régionalisation si les membres du gouvernement, originaires du Sud, doivent tirer toutes les ficelles dans une démarche de trafic d'influence, pour soi-disant tenter de rattraper le «retard» de leur région d'origine en matière de développement.

Il s'agit en effet, manifestement, d'une manœuvre de repli communautaire, au moment où le chef de l'État, et toutes les élites présentes aux travaux d'Ebolowa, proclament le «vivre ensemble» comme solution aux différents maux dont souffre le Cameroun. C'est donc, clairement, une initiative susceptible de déconstruire la cohésion des filles et fils d'un même pays.

Pour faire bonne mesure, on a invité à ce raout clanique des personnalités issues d'autres régions du Cameroun. Mais la ficelle est trop grosse pour faire illusion. Le Sud est, certes, la région natale du président Paul Biya. Mais, à ce qu'on sache, il n'est pas la zone la moins bien dotée en infrastructures de développement.

Il vit, autant que les autres parties du Cameroun, la pauvreté, les mêmes frustrations et nourrit les mêmes rêves de mieux-être. Une des récentes preuves de cet enclavement et ce manque criant d'énergie est l'abattage des arbres sur la route -plutôt la piste – Ebolowa-Kribi par Akom 2.

Parti sur le terrain pour les opérations de renouvellement des organes de base du Rassemblement démocratique du peuplé camerounais (Rdpc, au pouvoir), Jacques Fame Ndongo sera bloqué en rase campagne pendant de longues heures. C'est sans doute cet événement qui a inspiré la création du Refras et le «Grand dialogue régional» de l'hôtel Bengo. .

Le Refras est d'autant plus un danger pour le vivre-ensemble que des initiatives similaires, à l'instar de («opération 10 millions de Nordistes» ou encore la «Ail Anglophones Conference», ont été vigoureusement combattues. La première citée a purement et simplement été interdite 18 novembre 2020 par le ministre de l'Administration territoriale (Minât), Paul Atanga Nji. N'ayant fait l'objet d'aucune déclaration, le gouvernement a jugé que ses objectifs «allaient à l'encontre des idéaux de paix, d'unité et d'intégration nationales inscrits dans la Constitution».

Dans le cas du Refras, instance éminemment identitaire, l'on se retrouve dans le même scénario d'«atteinte à l'unité nationale et la " coexistence pacifique entre les différentes communautés nationales».

S'il est admis que le Refras vise à booster le développement du Sud, comment réagira le gouvernement si, d'aventure, des élites d'autres régions s'engouffraient dans la brèche ?

La Météo